

LES CHIFFRES DU MOIS

0

Zéro en géographie ?

Reçu à la Maison-Blanche, un Rohingya vivant dans un camp au Bangladesh a demandé à Donald Trump de venir en aide à son peuple.

Le Président américain a alors demandé : « C'est où exactement ? » Au Bangladesh, a répondu son conseiller. Le réfugié Rohingya a eu de quoi être consterné.



2

Un juge vient de confirmer les poursuites contre le réalisateur Min Htin Ko Ko Gyi, en détention provisoire depuis trois mois avec de graves problèmes de santé. En dépit d'une mobilisation massive de soutien, il reste en détention et risque jusqu'à deux ans de prison pour avoir critiqué, sur Facebook, le poids de l'armée et la Constitution de 2008.

13

Cette année, le budget de l'armée représente plus de 13 % du budget du gouvernement, soit la modique somme de 3,19 trillions de kyats. A vos convertisseurs ! Environ le double du budget de l'éducation... et le triple de celui de la santé.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Réforme de la Constitution de 2008 : il y a les pro... et les anti!

Plus de 1000 manifestants sont descendus dans les rues de Rangoun pour demander la réforme de la Constitution de 2008 qui garantit le pouvoir des militaires en Birmanie. Ils ont manifesté le jour de la présentation des recommandations de la Commission chargée d'œuvrer à cette réforme. Le même jour, Reuters rapporte que plusieurs milliers de manifestants de soutien à l'armée - avec pour slogan « *ceux qui aiment leur race et leur religion* » - étaient aussi dans la rue. Le 21 juillet, ce sont près de 10 000 manifestants favorables à la réforme qui sont descendus dans les rues de Mandalay ! Comment sortir l'armée de la vie politique ? Les partis dits ethniques veulent que les sièges dont elle dispose d'office au parlement (25%) lui soient retirés d'un coup, tandis que la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) plaide pour un retrait progressif d'ici 2035... Ce qui est sûr, c'est que le terrain est miné. Une grenade a été retrouvée devant un bureau de la LND au niveau du township de Thingangyun à Rangoun, le lendemain d'une alerte à la bombe dans les quartiers résidentiels de la LND à Naypyidaw. La presse locale évoque un lien possible entre ces événements et les débats tendus sur la réforme constitutionnelle.

Un pas vers la protection des enfants en Birmanie

La promulgation, le 24 juillet, d'une nouvelle loi sur les droits de l'enfant marque les efforts récents de la Birmanie pour aligner sa législation avec la Convention de l'ONU sur ces droits, qu'elle a ratifiée en 1991. Cette nouvelle loi redéfinit le statut de l'enfant - toute personne âgée de moins de 18 ans - et lui garantit le droit fondamental et inconditionnel d'être enregistré à la naissance afin de bénéficier du droit à la santé, à l'éducation et de la protection qui en découle. Pour défendre la valeur de l'enfance et permettre aux enfants de se comporter comme tels, l'âge minimum légal pour se marier est maintenant de 18 ans et de 14 ans pour travailler. Un nouveau chapitre sur l'importance du bien-être des enfants et de leur prise en charge est aussi inclus, promouvant leur besoin de stabilité et de sécurité. Plus précisément, la loi reconnaît que les enfants touchés par les conflits armés doivent bénéficier d'une protection légale spécifique et plus forte afin de criminaliser les graves violations dont ils peuvent être victimes, même si toute forme de violence contre les enfants se trouve aussi interdite. Si la question du traitement des enfants en conflit avec la loi est traitée, privilégiant une justice orientée vers la réhabilitation plutôt que la punition, mention n'est cependant pas faite de l'âge de la majorité pénale en Birmanie, qui demeure fixé à 7 ans, selon une loi de 1993.



Le gouvernement dénonce le "don militaire" au mouvement extrémiste qui soutient Wirathu

Le mois dernier, des hôpitaux militaires dans les régions de Rangoun et de Mandalay ont organisé une campagne de don de sang en soutien du moine extrémiste Wirathu, à l'occasion de son 51ème anniversaire. Des centaines de personnes y ont pris part. La presse locale relate par ailleurs que des participants aux rassemblements de soutien au moine, organisés récemment par l'USDP, sont en réalité rémunérés en échange et ne savent parfois même pas pourquoi ils manifestent... Dans notre précédent numéro, nous évoquions le don de près de 20 000 dollars USD remis par un commandant militaire au groupe bouddhiste ultranationaliste illégal qui s'oppose aux poursuites pénales récemment lancées contre Wirathu. Le Ministère des Affaires religieuses et de la Culture a dénoncé ce don, estimant qu'il s'agit d'un acte radicalement opposé aux décisions de la Sangha Maha Nayaka, la plus haute autorité du clergé bouddhiste en Birmanie. Celle-ci a déclaré que ce don était illégal. Une prise de position bienvenue face aux discours de haine propagés par ces extrémistes.

Combats dans l'état d'Arakan : où est la volonté de dialogue?

Officiellement, le gouvernement tente de négocier un cessez-le-feu avec les membres de l'Alliance du Nord, à laquelle l'Armée de l'Arakan (AA) appartient aux côtés de trois autres organisations armées ethniques non-signataires de l'Accord de cessez-le-feu national de 2015. Mais les principaux responsables de l'AA font l'objet de poursuites pénales au nom de la loi anti-terroriste : ils ne se rendent donc pas dans la capitale birmane pour négocier, craignant d'être interpellés. Une ébauche d'accord a récemment fuité dans la presse, selon lequel l'armée fixerait comme condition préalable le retour de l'AA dans ses bases situées dans l'état Kachin. Une fin de non-recevoir pour l'AA, qui demande à être reconnue en tant qu'acteur dans l'état d'Arakan. En janvier, l'Alliance du Nord demandait à ce que l'état d'Arakan soit couvert par le cessez-le-feu unilatéral décrété en décembre 2018 par l'armée au niveau de 5 de ses zones de commandement. Aujourd'hui, on semble bien loin d'une telle perspective. Les demandes de dialogue de la classe politique locale ne sont pas entendues et le gouvernement semble jouer la surenchère. La coupure d'internet décidée par les autorités rentre dans sa cinquième semaine et un membre de la famille du chef de l'AA, ainsi que des arakanais, viennent d'être interpellés à Singapour, avant d'être déportés en Birmanie. Sans que l'on sache encore si cette procédure est fondée. Sur le front, c'est l'escalade : les informations parcellaires font état d'un renforcement des troupes de l'armée et de combats accrus.

Vers la reconnaissance des travailleurs migrants birmans en Thaïlande ?

Trois millions de migrants birmans fuyant les conflits et la misère endurent des conditions de vie et de travail extrêmement difficiles dans divers secteurs économiques en Thaïlande, dans le but de relativement mieux gagner leur vie et soutenir leurs familles. La bureaucratie et les démarches administratives auxquelles ils font face pour régulariser leur situation sont extrêmement longues et coûteuses, ce qui explique la persistance d'un large degré d'informalité. Cependant, le gouvernement thaïlandais semble vouloir améliorer cette situation, en annonçant notamment l'extension de deux ans des permis de travail qui leur sont accordés. D'après l'accord entre la Birmanie et la Thaïlande, les travailleurs migrants devaient auparavant retourner en Birmanie pour renouveler leurs papiers, quand ils arrivaient à la fin de leur contrat de travail. Depuis une décision du gouvernement thaïlandais du 8 juillet, ils ne seront plus dans l'obligation de rentrer pour effectuer ces démarches et pourront les effectuer sur place. Bien que les coûts et la procédure de cette réforme ne soient pas encore fixés, cette nouveauté pourrait être une avancée considérable. Ces permis de travail ne font pas l'unanimité chez les militants du droit du travail, car ils sont peu abordables, difficiles d'accès et soumettent les travailleurs migrants au contrôle de leur employeur. Mais ce type d'initiative pourrait tout de même contribuer à améliorer leurs conditions de travail.

Manifestations contre la reprise d'un projet contesté de mine à charbon dans l'état Shan

Dans le township de Mine Kaing situé dans l'état Shan, villageois et moines réunis sont déterminés à ne pas voir un projet de mine à charbon prospérer à proximité de leurs habitations. Plus de 3000 manifestants se sont rassemblés pour dire non à la reprise d'une opération minière qui avait été interrompue en 2017 à la suite d'une protestation, déjà massive, de la population locale. Sans aucune information préalable, les habitants ont constaté la reprise des travaux, menés par un homme d'affaires qui serait en lien avec des milices locales. Ils craignent pour leur environnement et leur santé et sont déterminés à continuer leur lutte, mais n'ont pas pu avoir de contacts avec l'entreprise en cause. Grâce à la mobilisation de la société civile, les projets à charbon, décriés pour leurs impacts environnementaux, ont été suspendus à travers le pays. Mais la société civile doit rester vigilante, car il n'y a pas de moratoire officiel. La reprise de cette mine contestée illustre malheureusement la précarité de la suspension annoncée.

FOCUS DU MOIS

Quand Yolande Mukagasana nous parle de la répétition de l'Histoire en évoquant le sort des Rohingya / Extraits de son interview : « Cela nous fait honte à tous »

Yolande Mukagasana est une infirmière qui a survécu au génocide survenu au Rwanda en 1994 et rédigé le premier témoignage des massacres écrit par une rescapée. S'exprimant au sujet des Rohingya à la Fondation Thomson Reuters à Londres, elle a évoqué la persécution de la minorité Rohingya musulmane par la Birmanie en tant que génocide et honte pour la conscience de l'Humanité.

Aujourd'hui âgée de 65 ans, Yolande Mukagasana a perdu toute sa famille dans le génocide, trois mois au cours desquels 800 000 Tutsis et « Hutus modérés » ont été massacrés. « *La généralisation ne profite qu'aux tueurs* » a-t-elle dit. « *J'ai été sauvée par un Hutu* ». Réfugiée en Belgique, elle a relaté sa fuite et le meurtre de son mari et de ses trois enfants, dans la volonté de prévenir toute persécution « ethnique » à l'avenir : « *Plus jamais ça* ».

Le fait qu'un génocide puisse encore avoir lieu la bouleverse. « *J'ai vu de mes yeux les signes annonciateurs du génocide au Rwanda lorsque j'avais 5 ans. Parce que j'étais Tutsi, on m'appelait « serpent » et « cafard »* » se souvient-elle. « *Maintenant, j'ai 65 ans et je vois encore un génocide sous mes yeux. Cela me rend furieuse ; cela nous fait honte à tous.* »

Pendant le génocide au Rwanda, la propagande des extrémistes Hutu à la radio et dans la presse désignait la minorité Tutsi par ces mots : « cafards » et « menace mortelle ». Un langage similaire, note Yolande Mukagasana, est utilisé aujourd'hui en Birmanie, où les extrémistes désignent les Rohingya et les musulmans en général comme des « chiens », des « asticots » et des « violeurs » sur les réseaux sociaux et appellent à ce qu'ils soient tués. Comme l'a montré une enquête réalisée par Reuters.

Les Nations Unies ont affirmé que l'opération menée en 2017 contre les Rohingya avait été menée avec une intention génocidaire, incluant des meurtres de masse, des viols collectifs et des incendies généralisés.

« *Je suis si déçue : Comment le monde peut-il encore permettre à des hommes et des femmes de se haïr au nom de différences ?* » Yolande Mukagasana déplore que des Etats puissants et des institutions internationales disposant de moyens pour protéger l'Humanité nous déçoivent. « *Combien de fois encore vais-je devoir prononcer les mots « plus jamais ça ? »* »

Au Rwanda, comme en Birmanie, on trouve trace des éléments annonciateurs du pire des décennies avant qu'il n'ait lieu.

En septembre, ne manquez pas la projection de « Ghost Fleet » à la Fondation GoodPlanet

Le samedi 7 septembre 2019 à 15h, Info Birmanie organise une projection-débat autour du film Ghost Fleet à la Fondation GoodPlanet à Paris.



Ce documentaire, réalisé par Shannon Service et Jeffrey Waldon, suit le parcours d'un groupe de militants qui luttent au péril de leur vie pour l'accès à la justice et la libération de pêcheurs réduits en esclavage sur des îles isolées d'Indonésie. **Patima Tungpuchayakul**, une abolitionniste thaïlandaise basée à Bangkok, consacre sa vie au sauvetage de ces hommes "perdus" pour les aider à rentrer chez eux. Bravant la ma-ladie, les menaces de mort, la corruption et l'inaction, la détermination sans bornes de Patima pour que justice soit rendue est source d'inspiration, non seulement pour son pays, mais pour le monde entier.

Parmi ces hommes, de nombreux migrants birmans n'ont pas vu leurs familles depuis des années... **Cette projection-débat s'inscrit dans le cadre d'un projet visant à réduire la vulnérabilité des migrants entre la Thaïlande et la Birmanie**, mené par Terre des Hommes France (TDH) en partenariat avec Info Birmanie.

Acclamé au Festival International du Film et Forum des Droits Humains de Genève, diffusé au siège de l'ONU, le documentaire Ghost Fleet fait les gros titres de festivals de films à travers les Etats-Unis et au Canada... **Ne manquez surtout pas la projection de ce film unique, en avant-première en France !**

Pour plus d'informations et pour regarder la BANDE-ANNONCE, rendez-vous sur [la page de l'événement](#) sur le site de la Fondation GoodPlanet (possibilité de réserver une place dès à présent!).

Pour en savoir plus sur la réalisation du documentaire et sur l'exploitation des hommes dans l'industrie de la pêche en Thaïlande, n'hésitez pas à consulter [le site internet de la production de Ghost Fleet](#).